

*Séance du Conseil de Communauté
du Jeudi 13 Octobre 2016*

NOTE DE SYNTHÈSE

➤ **Adoption du procès-verbal du Conseil Communautaire du 15 Septembre 2016**

Cf. document joint

➤ **Transfert de compétence PLU : Retrait de la délibération n° 2016-071 du 15 septembre 2016**

Par délibération du n°2016_071 du 15 septembre 2016, le Conseil Communautaire a délibéré et décidé de s'opposer au transfert de la compétence PLU des communes membres à la Communauté de Communes de la Save au Touch (CCST).

A la réception de cette délibération, les services de la préfecture nous ont interpellés et rappelés qu'en date du 30 Juin dernier, la CCST a modifié et approuvé ses nouveaux statuts dont la compétence obligatoire « *plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu, carte communale* ».

Par conséquent, il est proposé au Conseil Communautaire de retirer la délibération du 15 septembre 2016, en sachant que les communes membres qui ont déjà délibérées devront en faire autant.

Egalement, il est précisé que la CCST est dans l'obligation de modifier à nouveau ses statuts en supprimant la compétence « *plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu, carte communale* », et approuvé le retrait de la délibération n°2016_30 du 30 Juin 2016.

Dans le cadre de la loi Alur, article 136, il appartiendra aux communes membres de délibérer entre le 27 décembre 2016 et le 26 Mars 2017, date à laquelle l'exercice de la compétence devient obligatoire, pour signifier leur opposition au transfert de ladite compétence.

➤ **Modification statutaire – retrait de la délibération du 30 Juin 2016**

Dans le cadre de la loi Alur, article 136, il est proposé de modifier les statuts de la CCST, votés le 30 juin dernier, en supprimant, page 3-article 6- § 1, « *plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu, carte communale* ».

Il sera proposé d'approuver :

- le retrait de la délibération n°2016_60 du 30 Juin 2016.
- les nouveaux statuts tels que proposés dans le document joint,

Cf. document joint

➤ **Intérêt communautaire – retrait de la délibération du 30 Juin 2016**

En application des dispositions de l'article L.5214-16 § IV du CGCT, qui précise que :

- l'intérêt communautaire est désormais approuvé par le Conseil de Communauté, à la majorité des 2/3 du Conseil, et non plus par les conseils municipaux des communes membres dans le cadre de l'approbation ou de la modification des statuts,
- seules les compétences obligatoires et optionnelles peuvent présenter un intérêt communautaire.

Considérant la modification statutaire présentée au Conseil Communautaire du 13 Octobre 2016, il vous sera proposé d'approuver :

- le retrait de la délibération n°2016_61 du 30 Juin 2016
- l'intérêt communautaire des différentes compétences obligatoires et optionnelles, tel que développé dans le document ci-joint,

Cf. document joint

➤ **Schéma Départemental d'Aménagement Numérique : adhésion au Syndicat Haute-Garonne Numérique**

Créé par un arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2016, le Syndicat Haute-Garonne Numérique est un syndicat mixte ouvert regroupant le département de la Haute-Garonne, des communautés de communes et des communes. Il est compétent en matière de réseaux et de services locaux de communications électroniques au sens de l'article L 1425-1 du CGCT et a pour objectif, conformément au schéma directeur d'aménagement numérique (SDAN) élaboré par le Département de la Haute-Garonne, de couvrir progressivement, en 3 phases successives, le territoire départemental en très haut débit, d'ici 15 à 20 ans. Il bénéficiera pour cela de subventions publiques de la part de l'Union Européenne, de l'Etat de la Région Midi-Pyrénées et du Conseil Départemental de la Haute-Garonne ainsi que des recettes d'exploitations perçues auprès des opérateurs de télécommunications.

Conformément à l'article 18 des statuts du Syndicat Haute-Garonne Numérique relatif à l'adhésion d'un nouveau membre, « *Toute commune ainsi que tout EPCI disposant de la compétence exercée par le Syndicat dans le cadre de l'article L.1425-1 du CGCT, peuvent adhérer au Syndicat. L'adhésion est subordonnée à l'approbation des statuts du Syndicat par son organe délibérant et à l'acceptation de cette adhésion par le Conseil syndical à la majorité absolue des suffrages exprimés* ».

Par arrêté préfectoral du 22 Décembre 2015 la CCST est dotée de la compétence « communications électroniques » au sens de l'article L 1425-1 précité et peut donc adhérer au Syndicat Haute-Garonne Numérique. Cette adhésion permettra au territoire communautaire et à ses habitants de bénéficier d'une couverture en très haut débit.

Pour la CCST, Mr le Président précisera en séance le coût de cette adhésion :

- coût global d'investissement de la phase 1.
- coût annuel de fonctionnement : 0.51 €/habitants pour le 1^{er} exercice budgétaire.

Eu égard à l'intérêt que présente, pour le territoire communautaire et ses habitants, l'adhésion de la CCST au Syndicat Haute-Garonne Numérique, il est proposé :

- d'adhérer au Syndicat Haute-Garonne Numérique,
- d'approuver les statuts le régissant
- d'autoriser la Président à engager toutes démarches propres à cette adhésion.

Les statuts du Syndicat Mixte Ouvert Haute-Garonne Numérique prévoient que la Communauté de Communes de la Save au Touch soit représentée par 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants.

Par conséquent, Mr le Président procédera en séance à un appel à candidature.

Cf. document joint

➤ **Convention de mise à disposition d'un ASE de la CCST au CCAS de Plaisance du Touch**

Le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Plaisance du Touch a sollicité les compétences de la Communauté de Communes de la Save au Touch (CCST) pour développer des actions sociales permettant d'assurer un meilleur retour à l'emploi, un relais pour la formation, ainsi que développer une antenne locale du guichet d'accueil et assurer une plus grande coordination au CCAS pour maintenir la mixité sociale.

Considérant ces besoins, et avec l'accord de l'agent, la CCST et le CCAS de Plaisance du Touch ont conclu une convention de mise à disposition d'un Assistant Socio Educatif, à temps non complet 28h, pour la totalité de son temps hebdomadaire, pour une durée de 6 mois, à compter du 1^{er} janvier 2017.

Il est proposé d'approuver la convention de mise à disposition et d'autoriser le Président à la signer.

➤ **Convention « les mardis des aidants »**

Le centre social de la « Vallée de la Save » rencontre, parmi ses habitants- participants, de nombreuses personnes qui aident un proche en situation de dépendance liée au handicap, à des pathologies spécifiques et celle liée au vieillissement.

L'isolement et l'épuisement sont largement évoqués par les aidants familiaux. Le centre social de la « Vallée de la Save » a souhaité les accompagner dans leur quotidien et ce en se rapprochant d'un collectif de partenaires qui localement agit auprès des aidants familiaux depuis quelques années.

Cet accompagnement se matérialisera sous forme d'actions collectives organisées une fois par mois :

- Des ateliers collectifs ludiques, artistiques, culturels et de loisirs pour des activités partagées « aidants-aidés »,
- Des groupes d'échange aidants familiaux-professionnels pour des temps de parole (Vécu des aidants), des temps d'informations (médecin, psychologue...).

Une convention a été établie, entre le collectif de partenaires, pour la mise en œuvre d'un programme d'action d'aide aux aidants.

Par conséquent, il est proposé d'approuver ladite convention et d'autoriser le Président à la signer, en sachant que pour la CCST il n'y aura pas d'incidence financière supplémentaire puisque le Centre Social de la Vallée de la Save a un budget pédagogique annuel.

Cf. document joint

➤ **Informations diverses**
